



**FEDERATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT,
DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE – ARDENNES**

SNUDI-FO

(Écoles)

SN-FO-LC

(Collèges, lycées)

SNETAA-FO

(LP)

Adresse : FNEC FP FORCE OUVRIERE - UD-FO des Ardennes

21, rue Jean-Baptiste Clément - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

-☎ répondeur 03 24 33 55 02 permanence le mardi

courriel : fnec-fp-fo08@orange.fr

Déclaration de la FNEC-FP-FO au CTSD du 30 septembre 2016

Que de nouveautés en cette rentrée 2016,!

Plan sécurité intrusion/attentat, mise en place des PPMS :

Dans le cadre des réunions de directeurs, nous avons appris que de forts risques d'attentats étaient craints dans les Ardennes, qu'il fallait être très vigilant, que des exercices PPMS devaient être réalisés. Outre le fait que ces informations données par bribes sont anxiogènes puisqu'on n'en révèle pas la teneur et qu'on laisse donc loisir à la rumeur, il serait légitime que notre hiérarchie fasse confiance à ses directeurs et à son personnel en donnant des **informations claires, précises et identiques d'une circonscription à une autre**. Cela dénoterait d'une confiance qui nous semble toute relative au regard des informations révélées plus ou moins lors de la réunion de rentrée du 31 août 2016.

D'autre part, l'administration demande aux directeurs d'écoles d'élaborer leur PPMS mais au vu de la gravité des événements craints et des risques encourus par les écoles collèges et lycées, laisser seuls les enseignants face à cette tâche revient à ce que l'on se décharge totalement sur eux d'éléments de sécurité qui relèvent et des collectivités locales et de l'état. Nous savions qu'un enseignant était déjà homme ou femme à tout faire, technicien informatique, secouriste, assistante sociale. Voilà qu'on souhaite qu'il soit également vigile, expert en sécurité et garde du corps. La barque était déjà pleine, là, Monsieur l'Inspecteur d'académie elle joue au sous-marin.

Pour la **FNEC-FP-FO**, s'il y a bien nécessité de prévoir des dispositifs de mise en sûreté des élèves et des personnels, l'organisation de cette protection ne peut être faite que dans un cadre articulant ORSEC, PCS, et PPMS de l'établissement.

Conseils écoles / collèges

Nouveauté quant à « l'obligation » pour des enseignants de maternelle ou de cycle 2 de se rendre aux conseils écoles-collèges où leur expertise sur des enfants de 3 à 8 ans semble être primordiale ! La FNEC-FP-FO a d'abord cru qu'il s'agissait d'une blague !

A quand les conseils de cycle maternelle/terminale ! L'école maternelle devient-elle une école préparatoire à

l'entrée au collège ? Si les rencontres des enseignants de cycle 3 avec le collège existent déjà, envoyer des enseignants de maternelle ou de cycle 2 en CEC est aberrant.

La **FNEC-FP-FO** rappelle que ces réunions ne font pas partie de nos obligations de services, ni pour les enseignants du 1^{er} degré ni pour ceux du second degré.

D'autre part la charge de travail des enseignants est déjà bien assez lourde, démultiplier le nombre d'heures de réunions c'est enlever du temps de préparation aux enseignants. La **FNEC-FP-FO dénonce cet abus et demande à ce que ces positions soient revues!**

Toutefois, des enseignants de maternelle et de cycle 2 ont déjà participé aux premiers CEC, nous vous demandons de bien vouloir nous confirmer que ces réunions viendront se soustraire aux 108h et qu'elles donneront droit à des frais de déplacements et se font donc avec un ordre de mission écrit.

Fermetures de classes et ouvertures de postes provisoires :

La **FNEC-FP-FO** dénonce et s'insurge contre les fermetures maintenues, une fois encore dans les Ardennes. Autre nouveauté en cette rentrée : la création de postes provisoires pour compenser des fermetures de classes qui n'avaient pas lieu d'être. Les écoles de Juniville et Asfeld auraient sans aucun doute dû garder leur classe. Est-ce que les maîtres renfort seront la norme future pour compenser les erreurs de la carte scolaire ? L'exigence de la FNEC-FP-FO est le maintien des classes ou des ouvertures plutôt que ces semblants de postes.

Conditions de travail :

Loin de la moyenne virtuelle du ratio maîtres/élèves, ce que nous voyons sur le terrain **ce sont des classes chargées, avec de plus en plus d'élèves à profil particuliers**, d'inclusions qui induisent violences et perturbations sans rendre aucunement la qualité d'encadrement que nécessiterait réellement les enfants en difficulté, des enseignants démunis face à la détresse d'enfants en attente d'ITEP, d'IME ; des conditions de travail de plus en plus dégradées. Nous rappelons d'ailleurs que nous avons demandé à ce que ce ne soit plus des moyennes standard d'élèves par classe qui soit communiquées, mais des moyennes modales... à savoir le nombre d'élèves le plus fréquemment rencontré dans les classes en REP et en dehors des REP. Ceci nous permettrait sans doute d'avoir une meilleure vue de l'état du département.

Dans le second degré, le constat est le même : pour donner des moyens suffisants aux REP, les collèges « ordinaires » ont été sacrifiés. Que penser de classes de sixième à 29 élèves auxquels vont s'ajouter les élèves ULIS, sans moyens supplémentaires ? (exemple Sault les Rethel) Quand on sait que les élèves de sixième ont de plus en plus de difficultés (élèves dys de plus en plus nombreux par exemple) et demandent de plus en plus d'attention.

Que penser de quatrième à 30 élèves ? (exemple Villers semeuse) Quand on sait que la quatrième est le niveau le plus difficile à gérer en classe ? Nous avons d'ailleurs attiré l'attention sur ces classes surchargées dès le mois de juin, sachant que les ULIS sont en inclusion totale dans les classes.

Si nous trouvons normal de donner des moyens supplémentaires aux collèges REP+, nous n'acceptons pas que cela soit au prix de la dégradation des conditions de travail dans les autres établissements. La **FNEC-FP-FO**

réclame les moyens nécessaires pour travailler correctement partout !

On s'étonne ensuite que l'école n'arrive plus à gommer les inégalités sociales ? L'Education Nationale ne peut résoudre à elle seule les problèmes économiques, sociaux et sociétaux et combler toutes les carences éducatives.

Monsieur L'inspecteur d'Académie, **vous ne croyez pas aux déterminismes sociaux**, certes, et tout comme vous nous souhaiterions que l'école puisse les atténuer voire les gommer, seulement la réalité sociale et économique est bien présente . Toutes **les réformes** diverses et variées **de l'Education Nationale, n'ont en rien amélioré la situation, bien au contraire.** La **FNEC-FP-FO** revendique que nous commençons:

- Par rendre de nouveau **l'école gratuite** pour tous, les fermetures à tout va et regroupements d'école à l'encontre des principes de Jules Ferry, sous prétexte de progrès et de modernité, creusent les inégalités sociales, obligeant les familles à payer des frais de transport, de cantine, de péri-scolaire, de NAP....
- Par **ne plus surcharger les classes** de collèges et de seconde, (classe charnière d'entrée au lycée). Cela semble être devenu la norme, depuis quelques années 34 voire 36 élèves dès l'entrée en seconde.
- Par **ne plus charger les classes primaires** au delà de 25 élèves, et 25 c'est déjà trop !
20 élèves devrait être l'effectif repère à atteindre.
- Par rendre aux enseignants **une formation digne de ce nom**. Il fut un temps où les Ardennes accueillaient des maîtres de conférences, des chercheurs qui venaient partager leur savoir, leurs compétences, qui échangeaient avec les enseignants. Pensez-vous sérieusement que Magistère réponde aux attentes des enseignants ? Nous avons plutôt Magie, disparition et Mystère comme formation !
- Par **ré-humaniser la gestion des personnels enseignants** en autorisant les demandes de temps partiels au delà des temps partiels de droit. Acceptons les demandes d'exeat pour raison de santé et rapprochement de conjoints... Faut il préciser qu'un enseignant moins stressé par ses conditions de travail sera un meilleur enseignant. Que pour que les élèves vivent bien l'école il faut que les enseignants soient bien dans leur métier et dans leur vie!
- Par arrêter d'accabler les enseignants de réunions diverses de plus en plus nombreuses. Certains établissements, sont en effet contaminés par une réunionnisme aiguë. La réforme du collège est très difficile à mettre en place .Ce qui est sûr, c'est que le volume d'heures de travail est de plus en plus important . Nous rappelons d'ailleurs l'opposition de la FNEC-FP-FO à cette réforme du collège.
- **Par stopper la pression mise sur les jeunes enseignants durant leur année de formation et leurs premières années de carrière, pression** qui pousse certains d'entre eux à vouloir démissionner. La

formation suivie depuis la réforme ne permet plus aux jeunes enseignants une vie sociale et privée. Est-ce acceptable ? Une formation de qualité nécessite -t-elle autant de sacrifices personnels ?

- Par devenir **bienveillant envers les enseignants**. Il fut un temps où on ne laissait pas des enseignants seuls face à leurs problèmes, où ils étaient réellement aidés et considérés . N'attendez plus qu'ils craquent pour intervenir, anticipez !
- Par remettre de **l'éducation spécialisées avec des moyens qui suivent**, là où c'est nécessaire, et sans répondre à une logique budgétaire ou statistique ; pour **des enfants qui relèvent de la MDPH en attente de place** en IME ou ITEP, proposer systématiquement des aides pour gérer des élèves au comportement qui relève de la pathologie. Les exemples ne manquent pas dans certaines écoles et collèges, des enfants sont pris en charge tous les jours par les collègues, sans aucune aide. Que fait le ministère de l'Education Nationale pour aider l'enseignant ?

Et quand bien même une AVS serait proposée, de plus en plus de collègues sont confrontés à des élèves en souffrances, qui devraient être pris en charge par des structures adaptées. Il ne s'agit pas là d'inclusion, mais d'exclusion ... nous sommes bien loin des compensations promises aux enfants porteurs de handicaps pour pouvoir suivre la scolarité qui leur est adaptée. Les enseignants ne sont pas là pour recevoir des coups, des insultes, des crachats, ils sont là pour enseigner dans des conditions qui permettent de le faire, à des enfants qui sont en situations de recevoir ces apprentissages.

- Par **indemniser correctement les déplacements des remplaçants** en comptant les kilométrages réellement effectués. Un remplaçant se voit payer une indemnité pour 39,99 km au lieu des 46 km qu'il a parcourus, ceci afin de ne pas franchir la tranche des 40 km. Cette gestion des déplacements nous semble très mesquine. Le logiciel de l'administration calcule -t-il les distances en ligne droite ou à vol d'oiseau ?
- Par proposer des réformes qui n'enlèvent pas d'heures d'enseignement disciplinaires aux élèves au profit de travaux de groupe EPI dont les objectifs sont encore flous, et dont les enseignants dans leur très grande majorité ne voulaient pas ! L'interdisciplinarité n'a jamais posé de problème aux enseignants, il l'ont toujours pratiquée dans la discrétion de manière volontaire, mais ils ne veulent pas qu'on leur impose en les infantilisant.
- Enfin par arrêter de taper sur le dos des enseignants qui, au quotidien, font du mieux qu'ils peuvent avec le peu qu'ils ont et continuent malgré tout à maintenir une école de la République de grande qualité, et ce grâce à leur **conscience professionnelle** et à leur temps **donné**.

